

Sur la situation des travailleurs en Iran

La situation des travailleurs iraniens s'est aggravée depuis des années, sur différents aspects et est devenue une crise profonde. Dans les domaines économiques, les ouvriers souffrent d'un chômage de masse (des millions de chômeurs) d'une part, et des salaires équivalents à plusieurs fois sous le seuil de pauvreté, d'autre part. C'est pourquoi, la plupart des nécessités de la vie, comme alimentation saine, l'éducation, la santé, le voyage, ...sont devenus comme des produits luxes et inaccessibles pour les travailleurs. Les familles ouvrières doivent supporter les restraints pénibles concernant les produits de première nécessité comme l'alimentation et l'habillement. Le gouvernement ne respecte même pas les salaires définis par son propre code du travail qui oblige un salaire minimum répondant au besoin d'une famille. La précarité ne se limite pas aux salaires sous le seuil de pauvreté (plusieurs fois) et les décrets comme l'établissement du système « maître-stagiaire » [sorte d'apprentissage], et stage, essaient sous prétexte de développement économique et de création du travail, faire chuter le niveau des salaires à l'équivalent d'un tiers des salaires actuels. Même si les salaires des travailleurs représentent une partie infime du coût des produits et de services. L'agression gouvernementale aux niveaux de la subsistance des travailleurs s'élargisse aussi par la modification du système de sécurité et non obligation des patronats à cotiser sa part par biais de changement de réglementations.

Les travailleurs sont confrontés chaque jour, aux problèmes et manque des normes sécuritaires et hygiène du travail. Chaque jour, nombre des travailleurs sont victimes des accidents du travail. Parmi les accidents récents, on peut citer l'incendie de la Tour Plasco (Téhéran), et l'écoulement de la mine Zemestan-Yourt (Nord d'Iran) dont 43 mineurs ont trouvé la mort. Ces accidents ont eu un grand écho médiatique. Les accidents du travail, en particulier dans le secteur du bâtiment causent beaucoup de victime chaque jour.

Les travailleurs touchent leurs salaires de misère avec beaucoup de retard et on est le témoin des contestations des ouvriers qui réclament leurs salaires non payés depuis plus d'un an. Cette situation rend encore plus difficile la vie de misère qui mènent les travailleurs et leurs familles. Non-paiement des salaires des travailleurs a accru par rapport aux dernières années.

Dans cette situation, des contrats précaires et de courtes durées (même un mois), ou blanc signé ont beaucoup augmenté. En plus, les fermetures des usines ont diminué la sécurité du travail qui rend plus complexe encore la situation des travailleurs.

Il faut chercher les racines de cette imposition de misère aux travailleurs dans la politique économique et le marché libre soutenu par les entrepreneurs comme les vagues de privatisations en cours. Il faut ajouter à cela, l'interdiction par le gouvernement, de créer les syndicats et les organisations indépendante des ouvriers. Et pour cette raison, la voie d'organisation des travailleurs est barrée. Le régime réprime les ouvriers qui s'organisent en créant les syndicats ou d'autre organisations autonomes comme le syndicat des travailleurs de la régie du transport de Téhéran et sa banlieue (Vahed), syndicat des travailleurs de sucrerie de canne Hfat Tapeh, syndicat des peintres Alborz, Association Professionnel des Enseignants dont certains membres et aussi des enseignants ont été emprisonnées ou licenciés. Les activistes des comités ouvriers subissent les mêmes répressions. La police attaque les travailleurs qui se rassemblent pour réclamer leurs salaires non-payés depuis des mois ou contre les licenciements abusifs et les faire suivre par les tribunaux de « révolution ». Les travailleurs des mines de Bafgh, Chadormélo, Agh Dareh se trouvent parmi les victimes des violences des agents de l'Etat. En particulier, il faut souligner que les mineurs de la mine Agh Daréh ont été fouettés en public par la décision de « justice » !

Le niveau de vie et la situation salariale des enseignants souffrent d'une situation de crise. Par exemple, on peut citer : les manquements des soins médicaux des enseignants malgré le paiement des fortes cotisations. Les activistes et les représentants des enseignants, en particulier à Téhéran, sont poursuivis, condamnés à la peine de prison, ou exilés de force, licenciés et « jugés » pour des accusations infondées. Les enseignants responsables jugent le niveau de l'éducation inférieur aux standards en raison des manquements du système de l'éducation et les bacheliers ne sont pas suffisamment qualifiés pour entrer dans le marché du travail. Selon l'article 30 de la constitution, l'éducation doit être gratuite, mais même les écoles publiques sont devenues payantes. Les écoles privées demandent les frais très élevés qui produisent les différences de classes au sein de l'éducation. Il n'y a aucune harmonie entre les enseignements scolaires, universitaires et la vie professionnelle. Les enseignants sous contrat CDD sont payés par jour de travail et par retard et ne profitent d'aucune couverture sociale, de la retraite et de la sécurité du travail. En Iran, il existe 13 sortes différentes d'écoles (libre, privée, coopérative, mutualistes, public exemplaire, témoignes, populaire, ...) qui ont transféré l'éducation aux agences commerciales. Les salaires des enseignants sont très inférieurs aux besoins d'une famille modeste et les enseignants sont obligés de pratiquer, parallèlement à leur métiers, des professions indignes de leur valeurs. Les pluarts des écoles des villes et de villages lointains n'ont pas l'équipement nécessaire pour garantir la sécurité des élèves et ne respectent pas les normes fondamentales de la sécurité pour sauvegarder l'intégralité des élèves. L'éducation professionnelle, l'art et le sport n'ont pas la place souhaitée dans le programme scolaire. La distribution du lait ne suit pas un programme homogène dans les différentes écoles. Les avantages de la fin de carrière des enseignants ne sont pas payés à temps et même des retards de plusieurs années. Les enseignants retraités sont presque oubliés par le gouvernement.

Les travailleurs de sucrerie Haft Tapeh ont lutté pendant des années pour obtenir leurs revendications. Parmi lesquels on peut noter le paiement des salaires retardés, un salaire digne, paiement des heures supplémentaires, la situation de la retraite et surtout la création d'un syndicat indépendant. Ils contestent aussi la privatisation de l'industrie du sucre de canne et la présence permanente des agents de renseignement au sein de l'usine. Ils ont eu des actions de contestations au cours de jours écoulés.

L'Etat reconnaît seulement des organisations à la solde du gouvernement comme « Conseil islamique du travail », « l'association professionnelle », « représentant du travailleurs » qui dépendent complètement de l'Etat et en aucun cas, ne représentent pas les travailleurs. Ils sont organisés dans un processus non-démocratique sans assemblées générales et suivent la ligne désignée par le gouvernement. Ces institutions empêchent la création des syndicats authentiques, et organisations indépendantes des travailleurs. Par exemple, en 2005, les agents bien placés de Conseil islamique du travail et la Maison du travailleur ont attaqué le siège du syndicat VAHED avec la collaboration de la police et ont saccagé des biens du syndicat et blessé les ouvriers présents. Naturellement, les gens ainsi désignés sont présentés comme les « représentants des travailleurs » et participent aux négociations et avec le gouvernement et les patronats et aussi participent à la place des travailleurs dans les institutions internationales comme l'O.I.T. (l'Organisation Internationale du Travail). Ils ne sont pas les véritables représentants des travailleurs iraniens et ne doivent pas être reconnus à ce titre et reçoivent des accredités.

Malgré les restrictions et la répression étatique mentionnée ci-dessus, les contestations ouvrières sont développées aussi bien qualitativement que quantitativement et les contestateurs sont souvent accompagnés par leurs familles. L'année dernière, des milliers de contestations avaient

été organisées dans tous les secteurs industriels, du service et public. Mais, tant que les travailleurs ne bénéficient pas des syndicats ou des organisations professionnelles indépendantes, ils ne pourront pas imposer leurs revendications et de sortir de cette situation critique.

Nous, les organisations indépendantes, demandons aux collègues des organisations ouvrières internationales d'élargir leur soutien et leur solidarité avec les travailleurs et les enseignants de l'Iran et de nous accompagner dans nos efforts et luttes.

Téhéran, juin 2017

Syndicat des travailleurs de la régie du transport de Téhéran et sa banlieue (VAHED)

Association professionnel des enseignants de Téhéran

Syndicat des travailleurs de la sucrerie de canne Haft Tapeh

Syndicat des travailleurs peintre du département Alborz

Traduit par : « Solidarité Socialiste avec les travailleurs en Iran, France »

sstiran@yahoo.fr

www.iran-echo.com